



© Bernhard Weber

Politique européenne de voisinage

ec.europa.eu/world/enp

Commission européenne
Direction générale
des relations extérieures
B-1049 Bruxelles
enp-info@ec.europa.eu

NF-30-08-012-FR-D

- États membres de l'Union européenne
- Pays partenaires de la PEV
- Pays candidats à l'adhésion à l'UE
- Pays candidats potentiels à l'adhésion à l'UE



Des mesures adaptées

La Géorgie dépend des importations pour répondre à ses besoins en gaz naturel, estimés à environ deux milliards de mètres cubes par année. Les sources d'énergie sécurisées sont essentielles pendant l'hiver, lorsque la majorité de la population du pays est vulnérable aux températures négatives.

Garantir la satisfaction du fournisseur et de l'acheteur reste un élément important dans ce domaine. Cependant, le secteur du gaz de la Géorgie, avec ses infrastructures vieillissantes, a rencontré des problèmes majeurs pour mesurer de manière précise la qualité et la quantité de gaz traversant la frontière.

La Géorgie suit le mouvement

Avec le soutien de l'Union européenne, la Géorgie a pris des mesures pour remédier à ce problème sur la base des recommandations d'un groupe d'experts par la construction d'une station de mesure à la pointe de la technologie.

«L'isolement et l'équipement dépassé de l'ancienne station ont engendré un grand nombre d'erreurs de mesure», explique Irakli Kiladze, un ingénieur de la compagnie géorgienne de gaz. «L'avantage le plus notable du projet européen est que nous disposons de la technologie pour contrôler et mesurer pleinement les volumes de gaz naturel reçus.»



© Jacom Stephens

Un démarrage en propreté pour Jenin

La ville palestinienne de Jenin surplombe la magnifique vallée jordanienne de la Cisjordanie. Toutefois, la ville et ses environs ont souffert de dépôts de déchets, qui venaient non seulement gâcher le paysage, mais qui posaient aussi de graves problèmes de santé dans la population locale.

Cette dernière a été obligée de jeter ses déchets dans des dizaines de décharges de fortune réparties autour de la ville et dans la campagne environnante. Pour résoudre ce problème, la région, avec le soutien de l'Union européenne, a construit l'infrastructure dernier cri Zahrat al-Finjan, qui traite les déchets des villes et des villages du nord de la Palestine. Cette initiative a mené à la fermeture de 84 décharges illégales et dangereuses.

Le site, dont la durée de vie est estimée à 30 ans, peut traiter jusqu'à 700 tonnes de déchets par jour, ce qui n'est pas négligeable.

Déchets verts

Cette infrastructure respecte l'environnement. Elle emploie une méthode progressive, qui détruit les déchets à l'aide de la fermentation naturelle générée par des micro-organismes. La fosse de décharge est recouverte de plusieurs couches d'un matériau imperméable destiné à empêcher les fuites de contaminants, connus sous l'appellation «produits de lixiviation», dans le sol sous-jacent. Les contaminants peuvent se répandre dans le sol, polluer les eaux souterraines et l'eau des puits utilisée par la population locale comme eau potable.

«Aujourd'hui, il n'y a plus de décharges de fortune dans le nord de la Cisjordanie. Les gens n'ont plus besoin de jeter leurs déchets dans ces endroits et ils sont très contents de voir ces décharges fermées en raison de leur impact négatif sur la santé et sur l'environnement», explique Hani Shawahneeh, cadre dirigeant de la déchetterie.

Une grande partie du terrain réhabilité après la fermeture des 84 décharges illicites est désormais cultivée. L'aménagement d'une plaine de jeux sur le site d'une ancienne décharge de Deir Abu Daeif près de Jenin et d'un parc public sur une autre décharge de Tubas est prévu.

Zahrat al-Finjan envisage de mettre sur pied un centre de recyclage des plastiques et du papier, qui créera plus d'emploi. Des propositions ont été formulées pour ouvrir des infrastructures similaires dans d'autres parties de la Cisjordanie.



POLITIQUE EUROPÉENNE
DE VOISINAGE:
ÉNERGIE ET ENVIRONNEMENT

DÉFIS
SANS FRONTIÈRES



COMMISSION EUROPÉENNE
Relations extérieures



Selon une étude récente, la majorité des citoyens de l'Union européenne sont en faveur d'une coopération plus étroite avec les pays voisins, car ils pensent qu'elle pourrait renforcer les valeurs pacifiques et démocratiques.

Voilà précisément la mission de la politique européenne de voisinage (PEV). Instaurée en 2003/2004 en vue de rapprocher les pays de l'Union européenne élargie de leurs pays voisins, la PEV repose sur des mesures concrètes visant à soutenir les réformes et à renforcer la prospérité: en bref, elle vise à améliorer le quotidien des citoyens de ces pays.

Comment remplit-elle cet objectif? L'Union européenne et ses pays voisins conviennent d'engagements communs, qui visent un rapprochement et le soutien de réformes sur une période de trois à cinq ans. Ces engagements sont énoncés dans des plans d'action. Au titre de l'instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP), ces pays bénéficient d'une expertise et d'une aide communautaire qui s'élève à près de 12 milliards d'euros pour la période 2007-2013 en vue d'encourager la modernisation et la réforme.



© iStockphoto

Défis sans frontières

Certains défis ne connaissent pas de frontières politiques, tels que ceux que posent l'énergie, l'environnement et les réseaux de transport modernes. Ils appellent en effet à une coopération renforcée entre les États membres de l'Union européenne, mais aussi entre l'Union et ses voisins.

La question de l'énergie devient de plus en plus cruciale à mesure que le monde épuise ses ressources. Aussi la coopération dans les domaines des énergies traditionnelles, renouvelables et nucléaires est-elle essentielle pour la sécurité, l'efficacité et la sûreté énergétique de l'Union européenne et de ses voisins.

Le monde reconnaît de plus en plus le lourd tribut que l'activité économique fait payer à l'environnement. Pour alléger le fardeau qui pèse sur la planète, l'Union européenne encourage une coopération internationale efficace par sa politique européenne de voisinage (PEV), qui se concentre sur les questions environnementales à l'échelle mondiale et locale.



Après la tempête...

En novembre 2007, une terrible tempête dans le détroit de Kertch, situé entre l'Ukraine et la Russie, endommage treize navires, dont quatre coulent, libérant des centaines de tonnes de pétrole. En vue d'empêcher une catastrophe environnementale, les autorités des deux côtés de la frontière prennent des mesures pour lancer une opération de nettoyage à grande échelle.

Des bénévoles locaux sont venus en aide aux centaines d'Ukrainiens que comptait l'équipe d'urgence. «Les habitants du littoral ont travaillé sans relâche pour nettoyer les plages», rappelle le ministre adjoint ukrainien pour l'environnement Dmitro Sergeievich Gurskiy.

Naviguer en eaux troubles... avec une carte

Les suites de toute catastrophe maritime se retrouvent souvent littéralement submergées dans la noirceur des profondeurs. Comprendre l'étendue des dégâts et décider des mesures à prendre demandent des informations précises et détaillées, qui n'ont de valeur que si elles sont accessibles rapidement.

Dans les 24 heures qui ont suivi la décision de l'Ukraine d'accepter l'aide offerte par le mécanisme de protection civile de l'Union européenne, une équipe d'experts de cinq États membres est arrivée dans le pays pour contribuer à évaluer les dommages et à rendre compte de la situation de façon détaillée. «Nous sommes reconnaissants envers l'Union européenne pour le soutien qu'elle nous a apporté», souligne le ministre adjoint. «L'équipe européenne est arrivée à point nommé et sa présence a porté ses fruits.»

L'Union européenne et l'Ukraine coopèrent étroitement sur les questions environnementales. Par ailleurs, l'Union assiste l'Ukraine dans ses efforts pour instaurer des politiques environnementales plus efficaces.



© Olivier Tuffé

Priorité à la sécurité dans l'Ukraine post-Tchernobyl

En 1986, un accident survient dans la centrale nucléaire de Tchernobyl en Ukraine. Il restera dans les mémoires comme la pire catastrophe nucléaire de l'histoire. Depuis lors, l'Ukraine, avec le soutien de l'Union européenne, a adopté une approche privilégiant la sécurité de son secteur de l'énergie nucléaire.

L'Ukraine, qui fait partie des dix premiers producteurs d'énergie nucléaire au monde, a mis au point des programmes d'expansion de ce secteur. Pendant plus de 15 ans, l'Union européenne a concentré ses efforts sur la promotion de mesures et de normes de sécurité nucléaire efficaces. L'aide sur site vise à mettre à niveau les systèmes techniques et les dispositifs de sécurité dans les centrales nucléaires en activité en Ukraine. L'aide hors site contribue à renforcer les mesures préventives du pays. Citons par exemple le système d'alerte rapide, qui utilise un dispositif détecteur pour identifier les problèmes potentiels.

Licence pour réglementer

Les mesures de renforcement des capacités visent à améliorer la sécurité des infrastructures et des opérations en offrant à la *State Nuclear Regulatory Committee* (commission ukrainienne de régulation nucléaire) plus de ressources pour définir des normes de sécurité strictes, évaluer leur conformité et octroyer des licences à de nouvelles centrales.

Dans les centrales de Khmelnytsky et de Rivne récemment mises en services, la SNRC a intégré des dispositifs de sécurité sévères dès la conception, y compris des systèmes de suivi et de diagnostic, une boîte noire indestructible pour stocker les données importantes et un centre d'assistance technique qui apporte une aide à la gestion de la centrale dans des situations d'urgence.

Oleg Zeleny, un expert ukrainien en sécurité, explique que l'aide communautaire a porté ses fruits puisque les centrales nucléaires sont désormais exploitées dans une optique plus sécuritaire. «Les conclusions des évaluations de sécurité effectuées par des experts ukrainiens s'alignent davantage sur celles des experts européens qu'auparavant.»



© Irina Opachevsky

La loi du pays

En signe de l'importance grandissante accordée par la Jordanie aux questions environnementales, le pays a créé un ministère chargé de la protection et de la préservation de l'environnement fragile de l'un des pays les plus pauvres en eau au monde.

«Créé en 2003 seulement, le ministère de l'environnement est une institution très jeune, mais qui a déjà effectué une percée considérable», déclare Ruba al-Zu'bi, responsable de la politique et du développement au sein du ministère.

Pour remplir sa mission de protection et d'amélioration de l'environnement, le ministère supervise les régions protégées du pays, définit et contrôle les normes environnementales, sensibilise les intervenants aux questions environnementales et a même mis en place un service de sécurité pour contrôler tout non-respect des normes et en rendre compte.

En tant que jeune institution, le ministère a consenti des efforts considérables, avec le soutien de l'Union européenne, pour établir un cadre institutionnel solide et durable par l'intermédiaire de son programme de renforcement des capacités, lancé en 2004.

Une formule gagnante

«La réussite de notre programme réside dans la prise de responsabilité et l'engagement du ministère, du ministre aux postes subalternes», souligne Ruba al-Zu'bi.

Le ministère a formulé un plan stratégique pour la période 2007-2010, qui souligne un programme de renforcement des capacités environnementales locales dans tout le royaume, et un plan de gestion des substances dangereuses. Il travaille également sur des plans destinés à s'aligner sur les normes environnementales de l'Union européenne. Le ministère reconnaît que l'avenir sera à la rationalisation des préoccupations environnementales dans d'autres secteurs du développement.

En outre, le ministère cherche à améliorer la coopération régionale, non seulement en donnant l'exemple pour la région, mais aussi en tirant des leçons de l'expérience des pays voisins, tels que l'Égypte, dans le domaine de la lutte contre la pollution. Il a déjà lancé plusieurs initiatives conjointes avec la Syrie, le Liban et le Maroc.